

de la nation canadienne, il y a des ouvriers au travail.

Nous nous sommes préoccupés à faire rayonner le nom du Canada, par l'expansion de notre commerce sur les marchés extérieurs et nous les avons «développés», ces marchés. Nous avons créé des commandes pour les industries de la nation canadienne.

Heureusement, le peuple canadien a quand même eu assez confiance en nous, le 18 juin dernier, pour nous maintenir au pouvoir, afin de nous permettre de continuer l'œuvre que nous avons commencée le 10 juin 1957, et que nous n'abandonnerons pas tant que nous n'aurons pas obtenu les résultats désirés.

Monsieur le président, nous nous attendions, au cours du présent débat, à entendre, de la part de nos honorables amis d'en face, une critique constructive.

*(Traduction)*

Nous avons cru que des nombreux discours prononcés par nos vis-à-vis sur la situation économique au Canada, nous pourrions tirer certaines suggestions qui nous auraient aidés à continuer le travail que nous avons entrepris il y a près de cinq ans. Mais, malheureusement, c'était la répétition de ce que vient de nous servir le député de Laurier, une histoire de tristesse et de ruine, des prédictions que 1963 serait terrible, c'est une histoire destinée à effrayer les Canadiens afin qu'ils croient que tout marcherait mieux sous un régime libéral. Mais, en fait, la réalité est qu'avec les libéraux nous aurions un gouvernement ultra-socialiste qui ne se fonderait pas sur la sincérité comme ce serait le cas si le Nouveau parti démocratique détenait le pouvoir. Ce serait du socialisme à outrance fondé uniquement sur le désir d'accéder au pouvoir à tout prix, quelles que soient les conséquences.

Monsieur le président, le socialisme est une mauvaise chose. Le programme fondé sur le socialisme que préconisent les vis-à-vis nous coûterait si cher que le déficit annuel dépasserait régulièrement le milliard de dollars, si jamais le malheur frappait les Canadiens et que nos honorables vis-à-vis accédaient au pouvoir.

Mes amis d'en face ne tiennent aucun compte des faits ni des principes économiques. Ils saisissent la population de leurs projets irréalisables; projets qui, pour ceux qui ne possèdent ni les faits ni les chiffres, peuvent présenter un certain attrait, mais leurs programmes ne peuvent être réalisés à cause de leur coût et des ressources dont dispose le gouvernement. Mes amis libéraux sont les mêmes libéraux que ceux qui dans une certaine province préconisent actuellement un programme qui coûterait si cher, s'il est jamais mis en

œuvre de la façon qu'ils le désirent, que ce sera la ruine de la province s'ils veulent le réaliser.

Monsieur le président, ce qu'il faut faire pour administrer le pays d'une façon sûre et saine, c'est de regarder les faits en face et surtout la réalité. C'est ce que le gouvernement progressiste conservateur du très honorable J. G. Diefenbaker fait depuis cinq ans. Nous possédons un programme et nous avons les plans, mais sans oublier que la planification doit se fonder sur la réalité et sur les faits. Tel n'est pas ce que visent les honorables vis-à-vis. Ils critiquent et rabaissent tout ce qui est fait. Dans leur soif de pouvoir ils répandent malheureusement à l'étranger une réputation que le Canada ne mérite pas. L'an dernier, au beau milieu de leurs prophéties de malheur, les journaux britanniques et français ont commencé à publier des articles pour déconseiller à la population de leurs pays d'émigrer au Canada. Selon les rapports reçus des politiciens canadiens, les choses tournaient mal au Canada.

Tout ce que mes honorables amis ont réussi à obtenir par leurs sombres propos, c'est une augmentation du nombre des sièges qu'ils occupent à la Chambre par rapport à la période précédant le 18 juin. Mais ils ne sont pas arrivés à leurs fins, soit de traverser la Chambre et d'accaparer nos banquettes. La population du Canada sait maintenant que le présent gouvernement ne l'a pas trompée. Elle se rend à l'évidence des faits consignés dans les publications et les revues du gouvernement, faits qu'elle peut obtenir du Bureau fédéral de la statistique. Le gouvernement conservateur-progressiste du très honorable John Diefenbaker a donné à la nation le genre d'administration qui a engendré la présente vague de prospérité qui atteint un niveau jamais connu auparavant au Canada.

*(Texte)*

Monsieur le président, parce que le peuple canadien est sage, aime à faire face à la réalité et désire tout particulièrement la vérité, il verra à maintenir nos amis d'en face dans l'opposition et le gouvernement conservateur sur les bancs ministériels, lui qui a donné à la nation canadienne une administration politique dynamique et progressive durant les quatre dernières années, grâce au programme que vous avez tous lu dans le discours du trône et qui conduira la nation canadienne vers un nouveau progrès, une nouvelle prospérité, une nouvelle entente avec les autres nations.

Oui, monsieur le président, grâce à ce programme, la prestige du Canada grandira non seulement à l'intérieur de ses frontières, mais aussi à l'extérieur.